



Banque de la République d'Haïti

NOTE SUR LA POLITIQUE MONETAIRE

2^{ème} trimestre de l'exercice fiscal 2021-2022

(Janvier – Mars 2022)

WWW.BRH.HT



SPIH

OBLIGATIONS BRH
Ak obligasyon BRH, tout jan w genyen!

FONDS BRH
POUR LA RECHERCHE
ET LE DÉVELOPPEMENT

@BRHHaiti



Table des matières

1.	VUE D'ENSEMBLE	2
2.	L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL	2
2.1.	L'ÉCONOMIE MONDIALE	2
2.2.	L'ÉCONOMIE HAITIENNE	4
	<u> </u> SECTEUR RÉEL	4
	<u> </u> SECTEUR EXTERNE ET FINANCES PUBLIQUES	4
3.	DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2022	7
4.	LES AGRÉGATS MONÉTAIRES AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2022	8
5.	LES RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR FINANCIER	9
5.1.	LE SYSTÈME BANCAIRE	9
	<u> </u> RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR GENRE ET PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE	11
5.2.	LES COOPÉRATIVES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT	11
6.	PERSPECTIVES	12

1. VUE D'ENSEMBLE

Le deuxième trimestre de l'exercice fiscal 2021-2022 a été marqué, sur le plan international, par l'amplification des tensions inflationnistes, l'accentuation des incertitudes autour des perspectives de l'économie mondiale en raison du conflit en Europe de l'Est. Cette situation s'est traduite aux États-Unis par des révisions à la baisse des prévisions de croissance et un durcissement des conditions monétaires. Dans la Zone Euro, le ralentissement de l'activité économique, combiné à l'accélération de l'inflation, a conduit à l'arrêt du programme d'achat de titres par les autorités monétaires. Parallèlement, la République Dominicaine et les principales économies de la région Amérique latine et Caraïbes, notamment le Brésil et le Chili, ont continué le resserrement de leur politique monétaire afin de contenir l'inflation et limiter les risques de déséquilibres macroéconomiques. Par ailleurs, ces nouveaux développements liés au contexte géopolitique ont intensifié, d'une part, les problèmes au niveau des chaînes d'approvisionnement et, d'autre part, le renchérissement des produits énergétiques et alimentaires à l'échelle internationale.

Sur le plan national, l'accroissement des prix des produits de base a alourdi la facture d'importation. À cela s'ajoute la poursuite des incertitudes autour du climat des affaires retardant la reprise de l'activité économique, laquelle a pâti de la faible performance de la campagne agricole d'automne et de la dégradation des conditions sécuritaires. Ces chocs, à la fois internes et externes, ont généré des tensions sur le marché des changes et alimenté les pressions inflationnistes qui commencent à refléter les révisions des salaires dans différents secteurs.

C'est dans cet environnement adverse que la Banque de la République d'Haïti (BRH) a maintenu sa politique de reprise de la liquidité en vue de limiter les impacts sur la valeur interne et externe de la monnaie nationale.

2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL

2.1. ÉCONOMIE MONDIALE

L'activité économique mondiale charrie les premières conséquences de la guerre en Ukraine. Les difficultés d'approvisionnement et le renchérissement des matières premières dont découlent les nouvelles orientations de la politique monétaire des principales banques centrales du monde ont assombri les perspectives de croissance de la plupart des pays. Aux États-Unis, les prévisions de croissance ont été revues à la baisse à 3,7 % pour 2022 (contre 4 % antérieurement), en dépit d'un repli du taux de chômage à 3,6 % en mars 2022 (contre 3,8 % en février). En vue de faire face à la poussée de l'inflation, la Réserve fédérale (Fed) a relevé ses taux d'un quart de point, passant de 0,25 % à 0,5 %. En Zone Euro, l'indice PMI composite est ressorti à 54,5 en mars 2022 (contre 58 en décembre 2021), révélant ainsi un ralentissement de l'activité économique. Au Brésil, la croissance devrait fortement décélérer en 2022 pour atteindre 1,3 %, après 4,8 % un an plus tôt. Quant à la Banque centrale européenne (BCE),

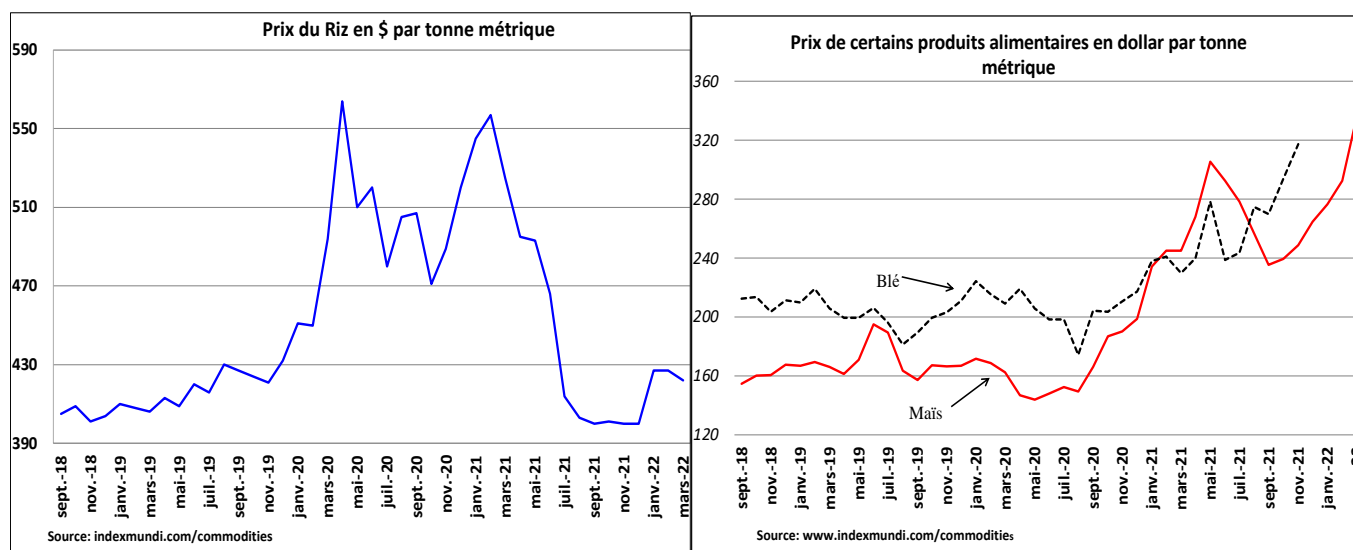
elle a décidé de maintenir inchangés ses taux directeurs mais, a mis un terme à son programme d'achats d'urgence pandémique (PEPP) en mars 2022. Dans la zone de l'Amérique latine et des Caraïbes, les prévisions de croissance pour l'économie brésilienne annoncent une contraction du PIB pour l'année 2022. En effet, la progression du PIB de 4,8% un an plus tôt, ne sera que de 1,3% en 2022.

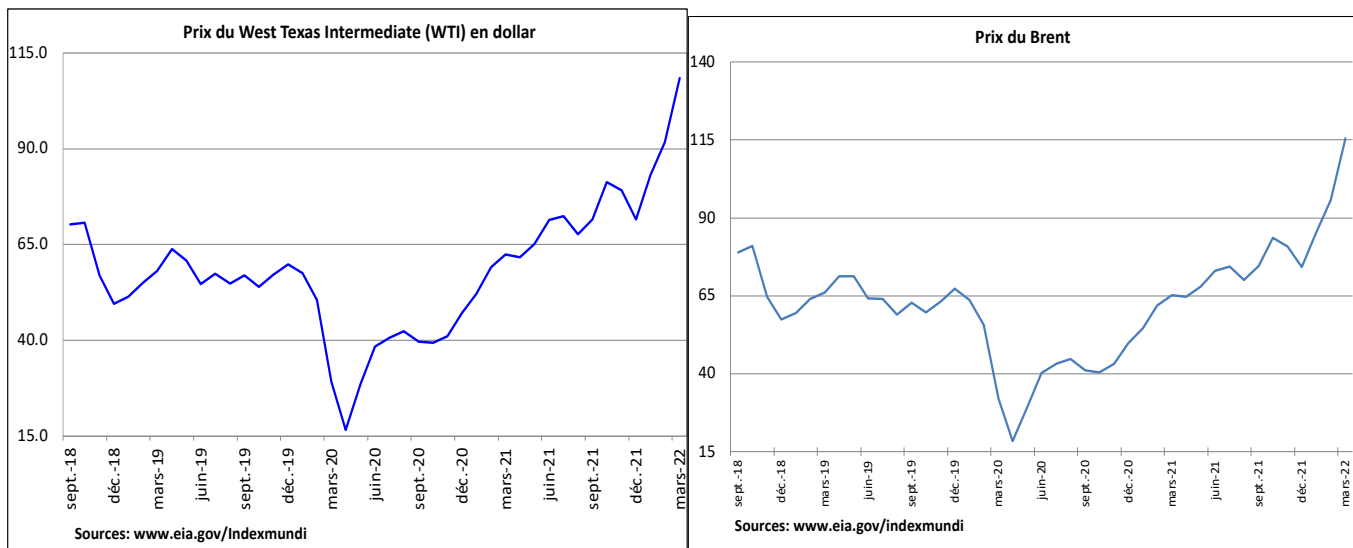
Pays et Région /Indicateurs*	Taux d'inflation	Taux de chômage	Projection de croissance
Zone Euro	5,8 %	6,2 %	3 %
États-Unis	8,5 %	3,6 %	3,7 %
République Dominicaine	9,05 %	7,1 % **	Entre 5 % et 6 %

*Données de mars 2022 - Source : Fed, Eurostat, BCRD

** Décembre 2021

Sur le marché international, les cours des produits de base ont poursuivi leur tendance à la hausse. L'indice FAO des prix des produits alimentaires s'est porté à 159.3 en mars 2022, soit une augmentation de 19,15 % par rapport à décembre 2021. S'agissant des prix des produits pétroliers, le cours du Brent a atteint 115,59 dollars ÉU le baril en mars 2022, soit une progression de 55,6 % par rapport à décembre 2021. Quant au WTI, il est passé de 71,53 dollars en décembre 2021 à 108,49 dollars ÉU le baril en mars 2022.





2.2. ÉCONOMIE HAITIENNE

SECTEUR RÉEL

Au niveau de la sphère réelle de l'économie haïtienne, l'activité continue de pâtir de la dégradation du climat des affaires, de la conjoncture socio-politique délétère et du prolongement des impacts négatifs d'un ensemble de chocs internes et externes enregistrés au trimestre précédent. Les prix élevés des intrants (notamment ceux qui sont importés) et la persistance des problèmes d'approvisionnement des marchés liés à la dégradation des conditions sécuritaires, ont grandement affecté la productivité des entreprises locales, notamment la performance du secteur primaire. En dépit d'une bonne pluviométrie en janvier 2022, les précipitations irrégulières et les déficits hydriques en novembre et décembre 2021 ont affecté négativement les récoltes de cultures d'automne. Parallèlement, ces facteurs, joints à la révision des prix du carburant à la fin du trimestre précédent et à l'augmentation des salaires, ont contribué aux pressions inflationnistes dans l'économie.

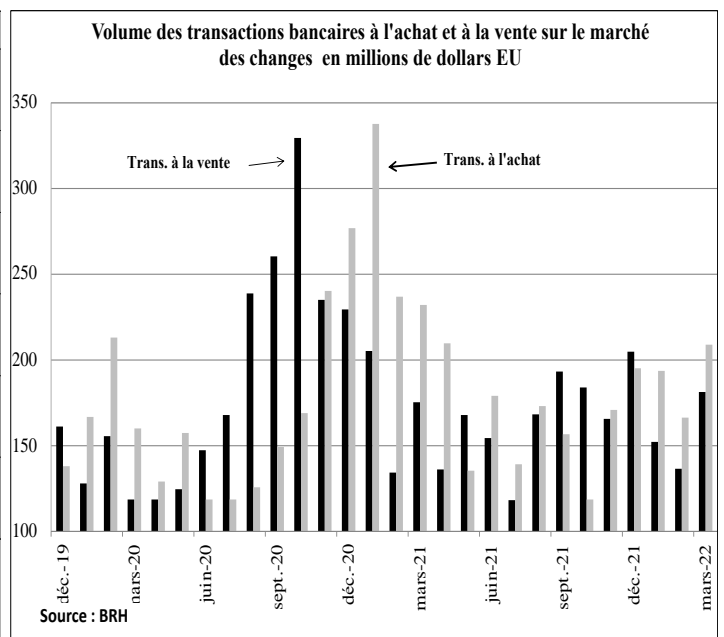
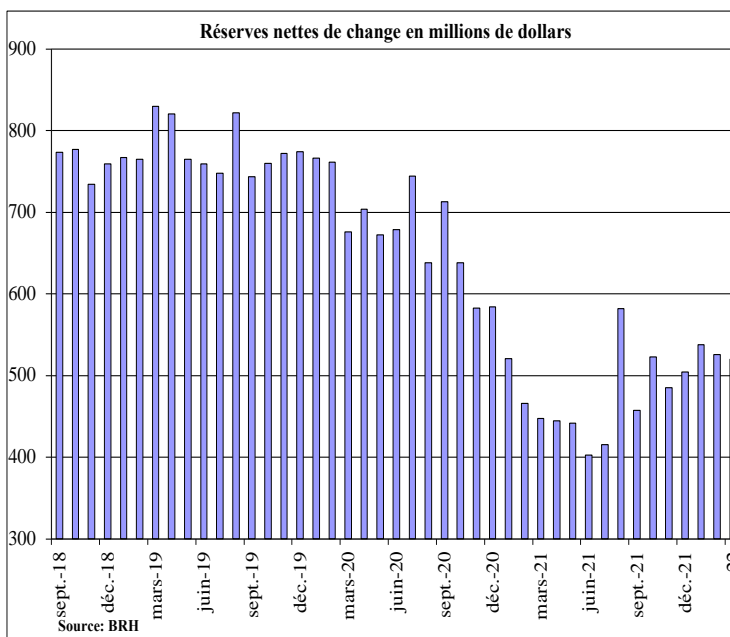
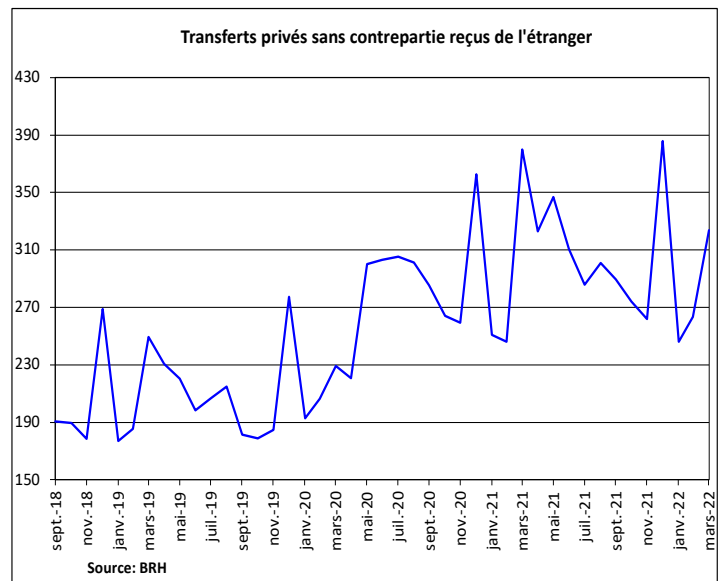
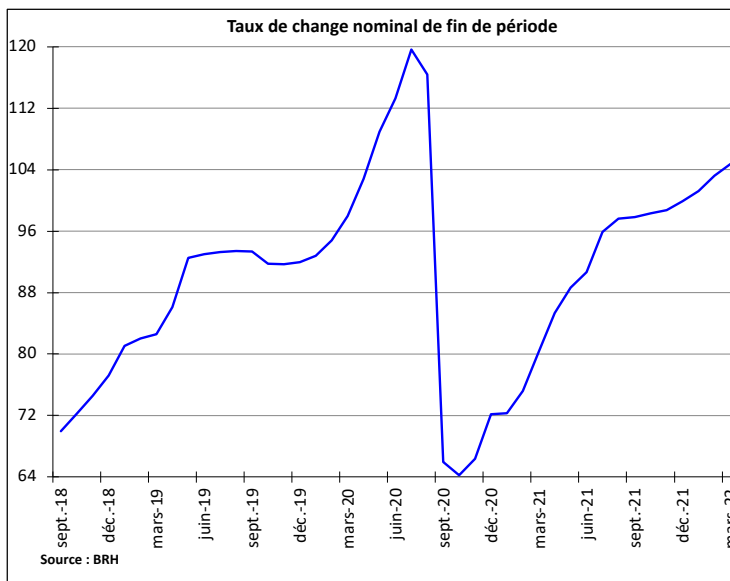
En conséquence, une accélération du rythme de progression du niveau général des prix a été observée au cours du deuxième trimestre tant en glissement annuel qu'en rythme mensuel. Le taux d'inflation annuel est passé de 24,6 % en décembre 2021 à 25,2 % en février 2022, soutenu notamment par l'accroissement des prix des produits importés (+34,2 %). L'inflation mensuelle, pour sa part, s'est accrue de 1,1 point de pourcentage pour s'établir à 2,1 % pour le trimestre sous étude.

SECTEUR EXTERNE ET FINANCES PUBLIQUES

En ce qui a trait à la balance commerciale, sur les cinq (5) premiers mois de l'exercice 2022, les exportations ont atteint une valeur de 472,24 millions de dollars ÉU, soit un accroissement de 18,4 % par rapport à la même période

de l'exercice 2020-2021. Cette augmentation est imputable à celle de 18,81 % des exportations du secteur de la sous-traitance, lesquelles se sont établies à 167,71 millions de dollars ÉU. Parallèlement, les importations ont enregistré une croissance de 7,3 % pour se chiffrer à 1 932 millions de dollars ÉU. Cette hausse des importations s'explique par celle en valeur de presque tous les groupes de produits notamment des produits pétroliers et du groupe « Boissons et Tabac » dont le montant a accusé une croissance respective de 16,63 % et 8,03 %. De cette évolution des échanges extérieurs, a découlé une détérioration du solde commercial de 4,2 %.

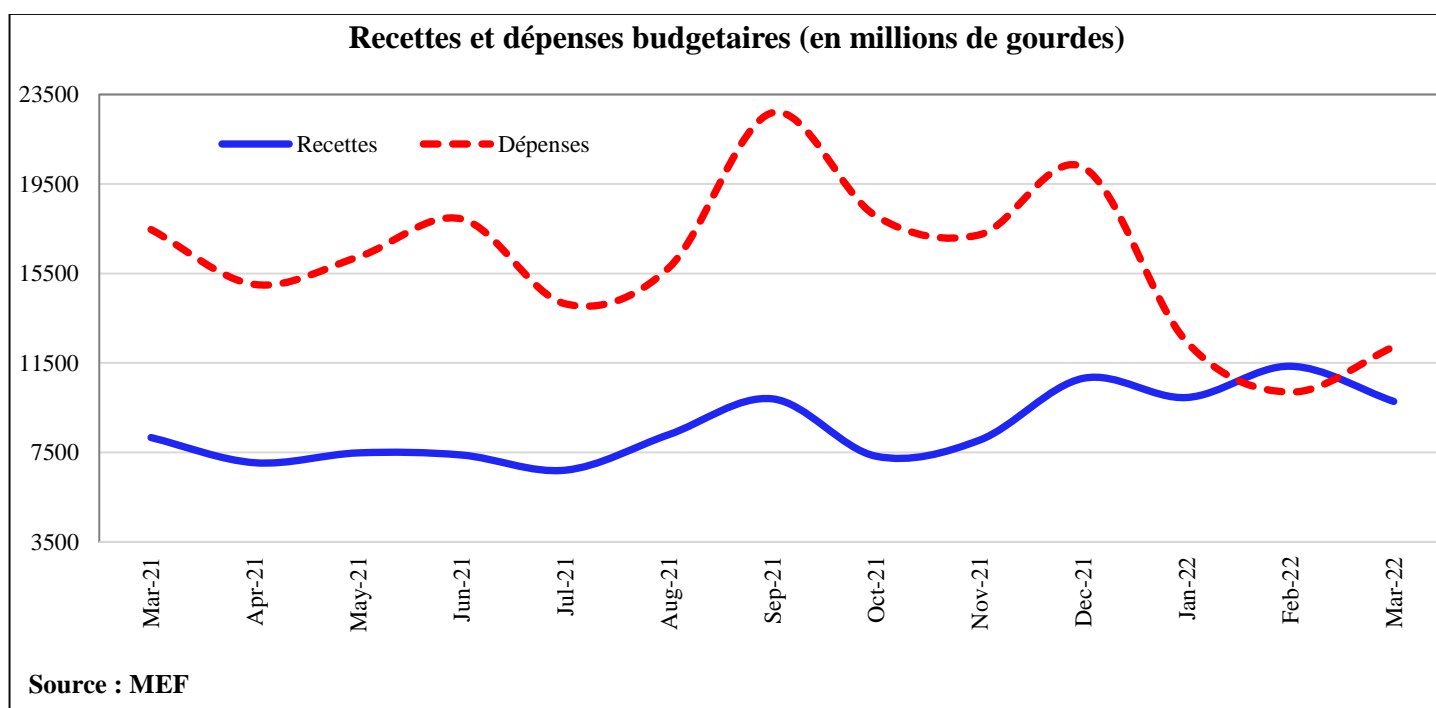
Par ailleurs, les transferts privés sans contrepartie ont totalisé 832,8 millions de dollars ÉU sur le deuxième trimestre, marquant ainsi un repli de 9,6 % par rapport au trimestre précédent et de 5,1 % par rapport à la même période de l'an dernier. Cette diminution des transferts privés reflète non seulement un mouvement saisonnier après les fêtes de fin d'année, mais aussi l'accélération de l'inflation jointe à l'arrêt des aides financières dont ont bénéficié certains ménages de la diaspora durant la pandémie de Covid-19. Cette baisse des transferts a exacerbé l'inadéquation déjà existante entre l'offre et la demande de devises sur le marché des changes dans un contexte d'accroissement de la demande soutenue par plusieurs facteurs notamment celle relative à la facture d'importations des produits pétroliers. À cela, il convient d'ajouter la composante de la demande de devises liée au motif de précaution, laquelle est influencée par les anticipations négatives des agents économiques par rapport à la conjoncture socio-politique et sécuritaire. Ainsi, le taux de change qui avait connu un accroissement relativement faible (+2,1 %) au cours du premier trimestre 2022, s'est établi à 104,71 gourdes pour un dollar ÉU en mars 2022, traduisant ainsi une dépréciation de 4,6 % de la monnaie locale pour le trimestre sous étude. Par ailleurs, malgré l'augmentation des interventions de la BRH pour renforcer l'offre de devises sur le marché des changes, les réserves nettes de change se sont légèrement accrues (+3,2 %) pour se porter à 520 millions de dollars ÉU au 31 mars 2022. Ainsi, les réserves brutes du pays sont maintenues à un niveau dépassant le repère de trois (3) mois d'importations.



En ce qui concerne les finances publiques, les données disponibles pour le deuxième trimestre 2022 traduisent un certain renforcement de la capacité du Trésor public à collecter des recettes fiscales et d'une meilleure consolidation des dépenses budgétaires. En effet, les recettes se sont établies à 31 091,6 millions de gourdes (MG), en hausse de 18,7 % par rapport au trimestre précédent. Cette tendance est impulsée par l'augmentation des recettes internes associée notamment aux impôts sur le revenu dont le paiement fait partie des exigences pour l'acquisition des nouvelles plaques d'immatriculation. S'agissant des dépenses budgétaires, elles ont continué leur baisse au deuxième trimestre de l'exercice, après un repli de 13,8 % au premier trimestre et ont reculé de 32,3 % en variation trimestrielle pour s'établir à 32 005,6 MG. Cette évolution des dépenses est imputable à la contraction des débours liés à la dette publique en raison notamment du faible niveau de l'encours de la dette envers les compagnies pétrolières. Elle a fait également ressortir l'impact des efforts de rationalisation des dépenses fiscales impliquant

l'annulation de la plupart des exonérations. De telles mesures ont contribué à la maîtrise des dépenses de subventions et profité aux recettes internes et douanières.

Au 31 mars 2022, les opérations budgétaires et de trésorerie ont amené à des décaissements de l'ordre de 158 536 dont 77 959,2 MG de dépenses budgétaires. Parallèlement, le Trésor public a utilisé des ressources totalisant 143 378,6 MG représentées par les recettes fiscales à hauteur de 40 % et le produit des émissions de billets de trésorerie comptant pour 60 %. En termes nets, la situation des charges et des ressources du Trésor public a fait ressortir un déficit financé essentiellement par la Banque Centrale à hauteur de 15 844,2 MG. Sur l'exercice, le financement provenant d'autres sources a été évalué 686,8 MG dont 354,8 MG des émissions de certificats de trésorerie. L'encours de ces titres a atteint 42 685 MG.



3. DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2022

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice fiscal 2022, la Banque centrale a maintenu le statu quo au niveau des taux directeurs et des coefficients de réserves obligatoires. Elle a poursuivi sa politique de reprise de la liquidité excédentaire à travers les bons BRH et renforcé ses interventions sur le marché des changes, afin de mitiger les effets d'un contexte macroéconomique défavorable sur la valeur externe et interne de la gourde.

Ainsi, depuis mars 2020, les taux de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes et en dollars ont été maintenus, respectivement à 40% et 51% pour les banques commerciales et 28,5% et 39,5% pour les banques d'épargne et de logement. De même, les taux d'intérêt sur les bons BRH sont restés inchangés, soit 4 %, 6 % et 10 % pour les

maturités de 7, 28 et 91 jours respectivement ainsi que le taux de mise en pension de ces titres à 17%. Toutefois, l'encours des bons BRH est légèrement reparti à la hausse, passant de 1 300 MG en décembre 2021 à 1500 MG en mars 2022, les souscriptions des banques commerciales aux certificats de trésorerie ayant été moins dynamiques au cours de la période sous étude.

Parallèlement, en soutien à l'offre de devises, la BRH a procédé à des injections de 138,6 millions de dollars ÉU sur le marché des changes, ce qui lui a aussi permis de stériliser plus de 13 milliards de gourdes de liquidité. Contrairement au trimestre précédent, les interventions de la Banque centrale se sont soldées par une vente nette de 6 millions de dollars ÉU, un retournement qui vise à compenser la baisse saisonnière des transferts privés sans contrepartie durant le deuxième trimestre sous revue. Par ailleurs, compte tenu de la persistance des facteurs d'instabilité socio-politique et macroéconomique, les émissions d'obligations BRH se sont poursuivies, en vue de favoriser l'épargne en gourdes. L'encours de ces titres a augmenté, s'inscrivant à 4,8 milliards de gourdes en mars, après 4,6 milliards en décembre 2021.

4. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2022

Les données préliminaires de mars 2022 ont indiqué une contraction de la base monétaire aussi bien au sens large que restreint. Sous l'effet de la baisse saisonnière de la monnaie en circulation (-5,86 %), la monnaie centrale au sens restreint a chuté de 2,50 % après une hausse de 10,69 % au trimestre précédent. Les dépôts en gourdes des banques commerciales à la BRH, l'autre composante de la base monétaire au sens strict, ont également reculé de 0,89 %.

Quant à la base monétaire au sens large, elle a connu une légère baisse de 0,38 %. Cette contraction est imputable à l'évolution des composantes en gourdes de la base, laquelle a pu contrer la progression de 3,70 % des dépôts en dollars libellés en gourdes des banques à la BRH. Du côté de l'actif du bilan de la Banque centrale, la base monétaire a été influencée par la relative amélioration des finances publiques qui s'est traduite par une baisse de 2,19 % des créances nettes sur le gouvernement.

En ce qui a trait à la masse monétaire, les données provisoires du mois de février ont indiqué une légère hausse de 0,76 % de M3 contre 4,44 % au premier trimestre 2021. L'accroissement des dépôts à vue en gourdes (+15,39 %) a contrebalancé la baisse de la monnaie en circulation. Par ailleurs, les dépôts en dollars libellés en gourdes ont affiché une faible croissance de 0,20 % essentiellement liée à un effet de change car, exprimés en devise américaine, ils se sont contractés de 3,05 %, reflétant, en partie, la baisse des transferts privés sans contrepartie.

Au niveau de l'actif, la variation de l'offre de monnaie a principalement été induite par le repli de 1,82 % des créances du système bancaire sur l'État. Les avoirs extérieurs du système bancaire ont, pour leur part, augmenté de 0,28 %, une relative stagnation liée à l'évolution contrastée des réserves de la BRH et celles des banques commerciales. Les avoirs nets de la BRH ont progressé de 3,5 % contre une baisse de 4,61 % des réserves des banques commerciales. Quant au crédit au secteur privé, il s'est accru de 1,66 % sur la période. Cette hausse des concours à l'économie a reflété aussi bien celle du portefeuille en dollars (+0,98 %), que l'enveloppe de prêts en gourdes (+2,74 %).

5. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR FINANCIER

5.1. SYSTÈME BANCAIRE

Les données du système bancaire au 28 février 2022 font ressortir une amélioration du produit net bancaire et une détérioration de la qualité de l'actif ainsi que de la rentabilité. En termes cumulés, le produit net bancaire a progressé de 11,03 %, s'établissant à 11,8 milliards de gourdes au mois de février 2022 contre 10,7 milliards à la même période de l'année précédente. Du côté des actifs du système, un accroissement de 1,25 % (+6,66 milliards de gourdes) a été enregistré par rapport au premier trimestre de l'exercice en cours, soutenu par la progression des Avoirs dans les banques commerciales (+3,49 %) et des Autres liquidités (+80,58 %).

L'analyse des ratios clés du système bancaire a fait ressortir une baisse de la qualité du portefeuille de crédit de 1,32 point de pourcentage. Le ratio « prêts improductifs en pourcentage des prêts bruts » s'est fixé à 7,66 % contre 6,34 % au premier trimestre 2022, alors que le ratio « provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs » a reculé de 15,68 points de pourcentage, à 80,79 % à la fin des deux premiers mois du deuxième trimestre. Le système bancaire a pâti de la dégradation du climat des affaires, ce qui a affecté le niveau de solvabilité de certains débiteurs.

Ratios clés du système bancaire	Au 31 décembre 2021	Au 28 février 2022
Ratios de rendement des prêts bancaires		
Provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs	96,47 %	80,79 %
Prêts improductifs en pourcentage des prêts bruts	6,34 %	7,66 %
Rendement des prêts productifs	10,43 %	9,27 %
Ratios de rentabilité bancaire		
	Octobre 2020 - Février 2021	Octobre 2021- Février 2022
ROA	1,78 %	1,33 %
ROE	19,84 %	17,16 %

Niveau de Dollarisation du système		
Dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux	66,46 %	65,98 %
Portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux	47,19 %	47,40 %

Parallèlement, le niveau de la rentabilité bancaire s'est détérioré par rapport à l'exercice précédent. En termes cumulés, le rendement de l'actif (ROA) a reculé, passant de 1,78 % sur la période d'octobre-février 2021 à 1,33 % au cours de la même période de l'exercice en cours. Le rendement des fonds propres (ROE) s'est également contracté, se fixant à 17,16 % au 28 février 2022 contre 19,84 % un an plus tôt. Ainsi, un abaissement de l'assise financière du système a été enregistré, avec un ratio passant de 7,95 % en décembre 2021 à 7,76 % au terme des deux premiers mois du trimestre sous étude.

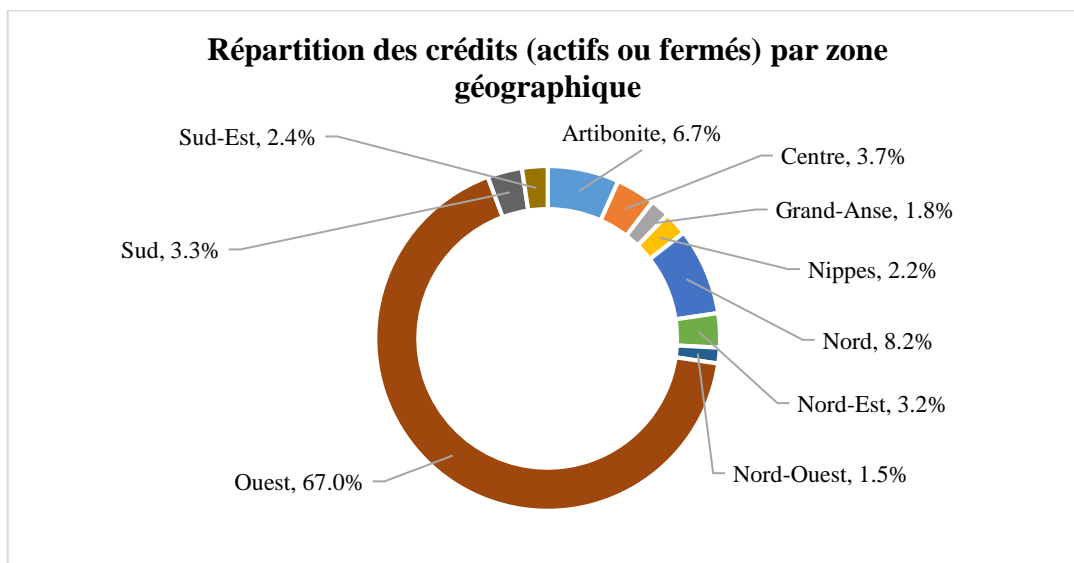
S'agissant des taux d'intérêt bancaires, pour les opérations en devise, les taux sur les dépôts à terme sont passés de 2,37 % à 1,41 % tandis que ceux sur les prêts ont chuté à 10,42 % contre 11,71 % un trimestre plus tôt. Dans le même temps, le spread bancaire a baissé, s'affichant à 9 % au deuxième trimestre contre 9,34 % au trimestre précédent. Au niveau des opérations en gourdes, les taux d'intérêts sur les dépôts à terme ont augmenté de 1,14 point de pourcentage pour se porter à 3,64 %. Concomitamment, le crédit a connu un certain renchérissement, les taux d'intérêt ayant atteint 14,42 % au 28 février 2022 contre 14,17 % au trimestre passé.

En dépit des conditions économiques moroses, le crédit net en monnaie locale a crû de 2 % par rapport au premier trimestre pour s'établir à 70,9 milliards de gourdes au 28 février 2022. De même, un mois avant la fin du trimestre sous étude, le portefeuille de crédit net global a enregistré une croissance de 1,7 % (+2,24 milliards de gourdes) pour atteindre 134,7 milliards de gourdes. Cependant, les dépôts totaux du système au mois de février ont atteint 436,9 milliards de gourdes, soit une progression de 0,85 % par rapport au premier trimestre 2022. Ainsi, il en est ressorti une légère amélioration du taux d'intermédiation, en témoigne le ratio « Prêts bruts sur dépôts totaux » qui s'est établi à 32,9 % contre 32,4 % au 31 décembre 2021.

En ce qui a trait à la dollarisation, les dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux ont légèrement baissé, atteignant 65,98 % contre 66,46 % au trimestre antérieur. Parallèlement, le ratio « portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux » s'est fixé à 47,40 %, en hausse de 21 points de base par rapport au premier trimestre.

RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR CATÉGORIE, GENRE ET RÉGION GÉOGRAPHIQUE

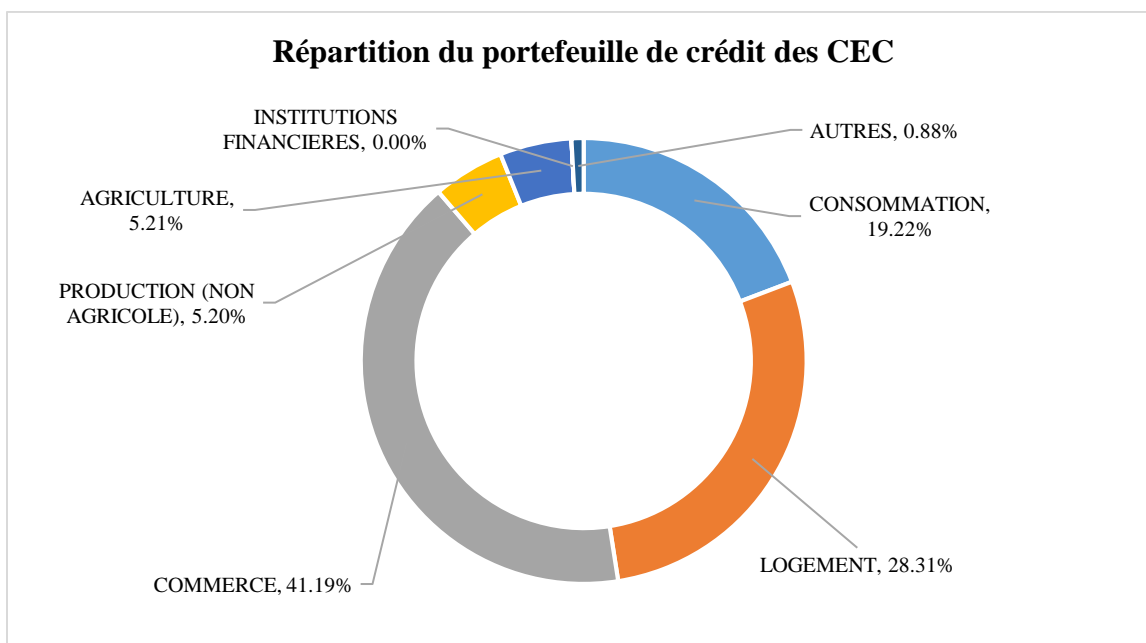
Les données sur le crédit, recueillies auprès des banques commerciales et de certaines institutions financières (non-bancaires), par le Bureau d'information sur le crédit (BIC), ont fait ressortir que, pour les cinq (5) premiers mois de l'exercice en cours, la part relative du crédit octroyé aux entreprises (personnes morales) représente 66,4 % du portefeuille alors que ces dernières comptent pour 2,98 % du total des débiteurs. De plus, de ces entreprises, 28,5 % ont bénéficié des lignes de crédit en dollars ÉU alors que 71,5 % ont eu des prêts en gourdes. Au niveau des personnes physiques, 33,27 % des comptes de prêt sont détenus par des femmes, ce qui correspond à une baisse de 2,05 points de pourcentage par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les hommes, qui comptaient pour 64,68 % des comptes de prêt en 2021, ont vu leur part croître pour s'établir à 66,73 % tout en bénéficiant de 68,39 % du portefeuille de prêts accordés aux individus. Analysées en fonction des régions géographiques du pays, les données sur le crédit ont montré une certaine intensification du niveau de concentration des comptes de prêts dans le département de l'Ouest. Ce ratio est passé de 62,48 % en 2021 à 67 % sur les cinq (5) premiers de l'exercice 2022.



5.2. COOPERATIVES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT

Les chiffres disponibles au 31 décembre 2021 pour le secteur des coopératives ont montré une expansion significative du crédit. En effet, le portefeuille de prêts des caisses d'épargne et de crédit (CEC) a atteint 10,6 milliards de gourdes (MMG), en hausse de 18,9 % (+1,68 MMG) par rapport au trimestre précédent. La répartition sectorielle du portefeuille a permis de faire ressortir que 41,2 % des prêts ont financé des activités commerciales, 28,3 % le logement et 19,2 % des dépenses de consommation. L'agriculture et les activités de production non agricole ont représenté 5,20 % et 5,21 % respectivement. Par ailleurs, il convient de souligner que, conformément

à leur objectif, les CEC ont mis l'accent sur les individus (notamment les membres ou les sociétaires) dans la distribution du crédit. Ces derniers ont bénéficié de 95,3 % du portefeuille alors que la part accordée aux entreprises a été de 4,7 %. L'analyse en fonction du genre a montré que les hommes constituent la majorité des débiteurs avec 62,1 % des comptes de prêts pour un encours de 7,14 milliards de gourdes, soit 70,7 % du portefeuille alloué aux personnes physiques.



6. PERSPECTIVES

À court terme, les perspectives pour l'économie haïtienne restent mitigées. L'activité économique pourrait profiter de l'amélioration de la production agricole, puisque selon la CNSA, les pluies actuelles sont favorables aux cultures de printemps. Toutefois, le manque d'accès aux intrants risque de compromettre la performance du secteur. De même, les transferts devraient progresser de façon saisonnière, ce qui serait favorable à l'augmentation de la consommation des ménages haïtiens avec des effets positifs en termes de renforcement de l'activité économique. Sur le plan des finances publiques, l'intégration dans le budget de projets d'investissements susceptibles de stimuler des initiatives privées pourrait contribuer à la relance de l'activité. Parallèlement, le maintien des mesures de rationalisation des dépenses publiques devrait aider à contenir le déficit public et conséquemment réduire le recours au financement monétaire.

Cependant, parmi les facteurs exogènes susceptibles d'influencer négativement le comportement de l'inflation, il convient de considérer notamment les anticipations négatives liées à la détérioration continue des conditions sécuritaires et les retombées potentielles sur les prix internationaux des produits de base de la poursuite de la guerre en Ukraine, sans oublier les sanctions économiques et financières contre la Russie. Une telle situation risque

d'aggraver le renchérissement de la facture d'importations et, par voie de conséquence, alimenter des tensions sur le marché des changes et les pressions inflationnistes. La dépréciation de la monnaie nationale qui pourrait en découler, aurait des implications négatives sur les prix dans l'économie.

Ainsi, la Banque Centrale, dans le cadre de sa mission, continuera à être attentive aux développements de la conjoncture nationale et internationale, et prendra les décisions nécessaires et appropriées pour accompagner l'activité économique et assurer la stabilité des prix.